

- Même si le Canada n'était pas une cible, son agriculture, ses forêts et ses ressources halieutiques subiraient de grands dommages. Une attaque qui se produirait pendant l'été serait particulièrement néfaste pour le Canada.
- L'URSS est aussi très vulnérable. L'hiver nucléaire affecterait gravement son territoire. L'agriculture du pays est déjà sensible à la sécheresse et au gel et elle ne pourrait pas supporter un hiver nucléaire.

Pour ce qui concerne le Canada, le rapport affirmait ceci:

- L'agriculture du Canada serait gravement touchée
- Les forêts canadiennes sont particulièrement vulnérables aux dommages causés par les retombées radioactives et seraient probablement soufflées si les explosions se produisaient à proximité
- Les écosystèmes océaniques et par conséquent les ressources halieutiques ne seraient pas épargnés. Il s'ensuivrait des pertes généralisées du point de vue des pêches et des espèces de poissons non destinés au commerce dans les deux à six mois qui suivraient une conflagration nucléaire.

Le rapport comportait une conclusion particulièrement importante:

"Il est possible que les perturbations climatiques à long terme causées par l'hiver nucléaire entraveraient, voire empêcheraient tout à fait le rétablissement de l'agriculture intensive telle qu'on la connaissait au Canada avant le conflit (ou de quelque autre type)."

La Société Royale recommandait que le Canada étudie plus à fond l'hypothèse de l'hiver nucléaire, en se concentrant sur les domaines qui touchent particulièrement le Canada ou dans lesquels notre pays a des capacités particulières, c'est-à-dire l'agriculture, l'exploitation forestière et les ressources halieutiques. Elle recommandait en outre que le Canada appuie pleinement toute action des Nations Unies ou d'autres organismes internationaux qui viserait à mieux faire comprendre les répercussions mondiales de l'hiver nucléaire.